**Israël près d'annexer 150 hectares de terres en Cisjordanie**

*Par AFP | AFP*le 20 janvier 2016

* [](https://fr.news.yahoo.com/photos/sa%C3%ABb-erakat-secr%C3%A9taire-g%C3%A9n%C3%A9ral-lorganisation-lib%C3%A9ration-palestine-place-photo-172739247.html)

Saëb Erakat, secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine, le 20 janvier 2016 à Jéricho en Cisjordanie

* 

Vue de la vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée, près de Jéricho, le 20 janvier 2016

* [](https://fr.news.yahoo.com/photos/r%C3%A9action-palestinienne-%C3%A0-lannexion-terres-cisjordanie-photo-212422595.html)

[Israël](https://fr.news.yahoo.com/israel-palestine/) est en passe d'annexer 150 hectares de terres agricoles dans la vallée du Jourdain en Cisjordanie occupée, ont indiqué mercredi un organe du ministère israélien de la Défense et les médias.

"Conformément à une décision prise au niveau politique (...), nous sommes dans la phase finale avant que ces terres ne soient déclarées terres de l'Etat" israélien, a dit à l'AFP le COGAT, organe du ministère de la Défense chargé de coordonner les activités israéliennes dans les territoires palestiniens.

Selon les médias israéliens, ce sont 150 hectares de terres, situées près de la ville palestinienne de Jéricho et de la colonie israélienne d'Almog, qui sont concernés.

Une telle annexion, si elle est menée à bien, serait la plus importante depuis des années dans la vallée du Jourdain, a dit à l'AFP Hagit Ofran, une responsable de l'ONG israélienne anticolonisation "la Paix maintenant".

Elle risque de causer de nouvelles crispations avec les Palestiniens, mais aussi avec les Américains et les Européens, dans un contexte déjà tendu.

Dans les faits, une partie des terres concernées est déjà exploitée par des agriculteurs israéliens, dit la presse israélienne. Par le passé, Israël a justifié de telles annexions en invoquant la législation permettant de s'approprier des terres palestiniennes en jachère depuis trop longtemps.

Israël occupe la Cisjordanie depuis 1967. La coexistence d'environ 400.000 colons israéliens avec 2,5 millions de Palestiniens y est conflictuelle. La saisie de terres, et plus largement la colonisation, qui s'est poursuivie sans relâche sous les gouvernements israéliens de droite comme de gauche, sont dénoncées par les Palestiniens et la communauté internationale comme rognant un futur Etat palestinien et compliquant toujours davantage la paix.

- "Catastrophe diplomatique" -

"La confiscation continue des terres par le gouvernement (du Premier ministre israélien Benjamin) Netanyahu représente une catastrophe diplomatique", a dit la Paix maintenant dans un communiqué.

"La décision du gouvernement (israélien) constitue un pas de plus vers la destruction d'une solution à deux Etats" israélien et palestinien coexistant en paix, a-t-elle ajouté.

Saëb Erakat, secrétaire général de l'Organisation de libération de la [Palestine](https://fr.news.yahoo.com/israel-palestine/), s'est rendu sur place avec les journalistes mercredi et a accusé Israël de vol.

"Ce que nous voyons ici, c'est le vol de 92% de l'eau, le vol de 92% des terres, et le plus grand régime colonial", a-t-il dit. Il a rejeté la dimension stratégique de cette vallée, invoquée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu.

La révélation du projet d'appropriation survient dans un contexte de violences renouvelées entre Israéliens et Palestiniens et de tensions ouvertes avec Américains et Européens contre la colonisation.

L'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, Dan Shapiro, a provoqué de vives réactions israéliennes par des propos tenus lundi et exceptionnellement tranchés.

Le diplomate avait parlé de la situation en zone dite C, qui couvre environ 60% de la Cisjordanie et sur laquelle Israël exerce un contrôle total, à la différence des zones A et B. Il avait noté l'exclusion des Palestiniens de tout développement économique dans cette zone, ainsi que la saisie par Israël "d'immenses parcelles".

C'est dans la zone C que se trouvent les 150 hectares qui deviendraient propriété israélienne.

"Nous restons profondément inquiets devant la politique actuelle d'Israël en ce qui concerne les colonies", a renchéri mardi le porte-parole du département d'Etat, John Kirby.

Les ministres européens des Affaires étrangères avaient quant à eux réaffirmé lundi leur "ferme opposition à la politique de colonisation d'Israël", aux démolitions de structures palestiniennes - y compris de projets financés par l'UE - ou aux confiscations.